

# Rapport financier intermédiaire pour la période close le 27 juin 2020

**LOGISTEC**  
**T2 2020**

## Produits

(en millions de dollars canadiens)

	2017	2018	2019 <sup>(1)</sup>	2020 <sup>(1)</sup>
Mars	60,1	82,4	114,7	109,4
Juin	101,9	149,2	156,2	123,6
Septembre	168,3	184,5	195,3	
Décembre	145,5	168,7	173,7	
Depuis le début de l'exercice	475,7	584,9	639,9	233,0

## BAlIA ajusté <sup>(2)</sup>

(en millions de dollars canadiens)

	2017	2018	2019 <sup>(1)</sup>	2020 <sup>(1)</sup>
Mars	3,4	(3,2)	1,2	7,5
Juin	11,9	14,9	21,7	19,9
Septembre	29,0	33,2	36,0	
Décembre	30,4	19,3	30,7	
Depuis le début de l'exercice	74,7	64,2	89,6	27,4

## Résultat attribuable aux propriétaires de la Société

(en millions de dollars canadiens)

	2017	2018	2019 <sup>(1)</sup>	2020 <sup>(1)</sup>
Mars	(1,5)	(9,5)	(8,9)	(5,4)
Juin	4,8	1,9	5,9	4,6
Septembre	11,0	22,3	17,4	
Décembre	13,2	3,4	11,8	
Depuis le début de l'exercice	27,4	18,1	26,2	(0,8)

## Résultat par action total <sup>(3)</sup>

(en dollars canadiens)

	2017	2018	2019 <sup>(1)</sup>	2020 <sup>(1)</sup>
Mars	(0,13)	(0,75)	(0,70)	(0,42)
Juin	0,37	0,14	0,45	0,35
Septembre	0,83	1,69	1,33	
Décembre	1,01	0,26	0,90	
Depuis le début de l'exercice	2,11	1,38	2,00	(0,06)

<sup>(1)</sup> Les données de 2020 et de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16 Contrats de location (« IFRS 16 »). Les données comparatives de 2018 et de 2017 n'ont pas été retraitées. Pour plus de précisions sur l'adoption de l'IFRS 16, veuillez vous reporter à la section correspondante de la page 8.

<sup>(2)</sup> LE BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesures non conformes aux IFRS à la page 7.

<sup>(3)</sup> Pour le résultat par action par catégorie d'action, veuillez vous reporter aux données financières trimestrielles choisies à la page 6.



## À nos actionnaires

Faits saillants du deuxième trimestre de 2020 :

- Les produits consolidés se sont établis à 123,6 millions \$, en baisse de 32,6 millions \$, ou 20,9 %;
- Le BAIIA ajusté <sup>(1)</sup> s'est établi à 19,9 millions \$, en baisse de 1,8 million \$;
- Le résultat dilué total par action s'est chiffré à 0,35 \$, en baisse de 0,10 \$;
- Acquisition de deux terminaux supplémentaires au port de Houston au Texas et au port de Pascagoula au Mississippi pour un prix d'achat total de 16,5 millions \$;
- Investissement de 1,7 million \$ dans de l'équipement lié à la manutention de marchandises au port de Corner Brook à Terre-Neuve-et-Labrador.

Faits saillants du semestre clos le 27 juin 2020 :

- Les produits consolidés se sont établis à 233,0 millions \$, en baisse de 37,9 millions \$, ou 14,0 %;
- Le BAIIA ajusté <sup>(1)</sup> s'est élevé à 27,4 millions \$, en hausse de 4,5 millions \$;
- La perte de base par action totale s'est chiffrée à 0,06 \$.

Au cours du deuxième trimestre de 2020, les produits consolidés se sont élevés à 123,6 millions \$, une baisse de 32,6 millions \$, ou 20,9 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice 2019. Le secteur des services maritimes a affiché des produits de 81,4 millions \$, soit une diminution par rapport à ceux de 94,5 millions \$ de la période correspondante de 2019. Les activités de manutention de marchandises sont considérées comme des services essentiels par les autorités gouvernementales du Canada et des États-Unis. Par conséquent, nous avons poursuivi nos activités dans les terminaux de notre réseau en Amérique du Nord conformément au plan de continuité des activités, bien que le volume des activités d'échanges commerciaux se soit avéré moins important en raison de la paralysie des économies à l'échelle mondiale. Les produits du secteur des services environnementaux ont atteint 42,2 millions \$, une baisse de 19,5 millions \$, ou 31,6 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2019. La pandémie de COVID-19 a retardé de dix semaines le début de nos projets environnementaux, ce qui a lourdement entravé le rendement de nos activités. Depuis la fin de mai 2020, nous avons repris la totalité de nos activités dans ce secteur et nous les menons dans le respect de protocoles de distanciation et d'hygiène très rigoureux.

Le BAIIA ajusté <sup>(1)</sup> s'est élevé à 19,9 millions \$ au deuxième trimestre, soit une baisse de 1,8 million \$, ou 8,3 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse tient surtout à la diminution des produits découlant des mesures temporaires de suspension des activités imposées par les autorités gouvernementales à l'endroit de certaines de nos gammes de services, contrebalancée en partie par la subvention salariale de 11,0 millions \$ obtenue aux termes de la Subvention salariale d'urgence du Canada.

Au total, LOGISTEC Corporation a affiché un résultat attribuable aux propriétaires de la Société de 4,6 millions \$ au deuxième trimestre de 2020, soit une baisse de 1,3 million \$ par rapport à celui 5,9 millions \$ inscrit au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Cela s'est traduit par un résultat dilué par action total de 0,35 \$, dont 0,34 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie A et 0,37 \$ par action étaient attribuables aux actions de catégorie B.

<sup>(1)</sup> Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesures non conformes aux IFRS.

Malgré les défis posés par la COVID-19, nous sommes demeurés axés sur les possibilités de croissance, issues de la croissance interne ou des acquisitions, ce qui s'est traduit par l'ajout de quatre nouveaux terminaux au cours du trimestre. L'acquisition du terminal Care au port de Houston et du port de Pascagoula nous ont permis d'élargir davantage notre présence et de positionner Gulf Stream Marine, Inc. comme opérateur de terminaux dans trois états de la côte américaine du golfe du Mexique. Notre équipe de manutention de marchandises a également commencé à opérer au port de Kitimat, en Colombie-Britannique, le plus grand port privé au Canada. Finalement, nous avons procédé à un investissement dans le terminal intermodal de Corner Brook, à Terre-Neuve-et-Labrador, ce qui illustre judicieusement notre détermination à demeurer axés sur notre plan et à réaliser cet investissement, amorcé avant le début de la pandémie.

## Perspectives

Les perspectives demeurent relativement favorables pour le reste de l'année, compte tenu des défis liés à la COVID-19. En ce qui concerne notre secteur des services maritimes, nous anticipons que les volumes continueront d'afficher un certain recul en raison du repli économique découlant des mesures mises en place par les gouvernements pour contenir le virus. De plus, nos perspectives en matière de manutention de marchandises pourraient également être affectées par des négociations de travail ardues au port de Montréal. Nous sommes sans accord depuis le début 2019 et les discussions se sont avérées difficiles ces dernières semaines, provoquant des arrêts de travail. Si les situations se stabilisent, les volumes devraient progressivement revenir à la normale dans un avenir prévisible. Notre secteur des services environnementaux sera aussi touché dans une certaine mesure du fait qu'une partie des projets, surtout aux États-Unis, a été reportée à l'année prochaine. Cela dit, nous disposons d'un carnet de commandes imposant à exécuter d'ici la fin de l'année et, sous réserve de toute interruption liée à la pandémie, nous envisageons que la deuxième moitié de 2020 nous tiendra très occupés.

*(signé) James C. Cherry*

James C. Cherry, FCPA, FCA  
Président du conseil

*(signé) Madeleine Paquin*

Madeleine Paquin, C.M.  
Présidente et chef de la direction

Le 6 août 2020

## Introduction

Le présent rapport de gestion traite des activités, des résultats et de la situation financière de LOGISTEC Corporation pour les trimestres et les semestres clos le 27 juin 2020 et le 29 juin 2019. Toutes les données financières contenues dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés (« états financiers T2 2020 ») ci-joints ont été dressées conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), au moyen des mêmes méthodes que celles décrites à la note 2 des notes annexes aux états financiers consolidés audités 2019, mis à part les nouvelles normes et les modifications comptables décrites à la note 2 des états financiers T2 2020. Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

## Nos activités

LOGISTEC Corporation est constituée au Québec et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les activités de LOGISTEC Corporation, ses filiales et ses coentreprises (collectivement, « LOGISTEC », la « Société », « nous », « notre » ou « nos ») se divisent en deux secteurs : les services maritimes et les services environnementaux.

### Services maritimes

LOGISTEC offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime et industrielle. La Société dispose d'installations de manutention de marchandises dans 36 ports et 63 terminaux à l'échelle de l'Amérique du Nord. Elle est fortement diversifiée en termes de catégories de marchandises manutentionnées, de localisation des installations portuaires et d'équilibre entre les activités liées à l'importation et à l'exportation.

Les autres services maritimes offerts incluent des services de transport maritime côtier principalement vers l'Arctique et des services d'agences maritimes aux armateurs et exploitants de navires étrangers qui desservent le marché canadien.

### Services environnementaux

La Société, par l'intermédiaire de ses filiales SANEXEN services environnementaux inc. (« SANEXEN ») et FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), mène ses activités dans le secteur des services environnementaux. Nous offrons des solutions créatives et personnalisées à notre clientèle industrielle et municipale ainsi qu'à des entités gouvernementales en matière de réhabilitation des conduites d'eau souterraines, de restauration de sites, de gestion des sols contaminés et des matières résiduelles, d'analyse de risques et de fabrication de boyaux tissés.

## Développement commercial

### Mesures mises en place dans le contexte de la COVID-19

En mars 2020, l'écllosion de la COVID-19 a été déclarée comme une pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé. La situation ne cesse d'évoluer et les mesures mises en place ont eu de nombreuses répercussions économiques à l'échelle mondiale et nationale. L'adoption de ces mesures, dont celles visant l'interdiction de voyage, le confinement ou la quarantaine, volontaire ou obligatoire, et la distanciation sociale, a causé d'importantes perturbations aux États-Unis et au Canada, pays dans lesquels la Société mène ses activités.

LOGISTEC a déployé son plan de continuité des activités considérées comme des services essentiels par les autorités gouvernementales du Canada et des États-Unis. Les activités liées aux services maritimes de la Société sont notamment désignées comme des services essentiels et, par conséquent, nous avons poursuivi nos activités dans les terminaux de notre réseau en Amérique du Nord. De plus, la fabrication de boyaux tissés, a été maintenue puisqu'elle est considérée comme un service essentiel, aux fins d'approvisionnement des collectivités en eau potable et de lutte contre les feux de forêt.

Sur le plan des services environnementaux, nous devons composer, comme c'est le cas chaque année, avec le caractère saisonnier de nos activités, dont la plupart ne peuvent pas être exercées au cours de l'hiver, y compris celles visant la restauration de sites et la réhabilitation des conduites d'eau. La pandémie de COVID-19 a toutefois eu des répercussions sur une partie de ces activités, entraînant des retards importants dans le cadre de nos projets. Néanmoins, depuis la fin de mai 2020, nous avons repris la totalité de nos activités dans ce secteur et nous les menons dans le respect de protocoles de distanciation et d'hygiène très rigoureux.

Au 27 juin 2020, la Société était d'avis qu'elle remplissait les conditions d'admissibilité de la Subvention salariale d'urgence du Canada et que l'obtention de cette subvention accordée par le gouvernement fédéral canadien dans le cadre de la pandémie de COVID-19 était raisonnablement assurée. La Société a comptabilisé une subvention salariale de 11,0 millions \$, à l'endroit de la charge salariale applicable au titre de la subvention, dans la charge au titre des avantages du personnel des états consolidés intermédiaires résumés des résultats pour les trimestres et semestres clos le 27 juin 2020.

À la lumière des mesures prises dans le contexte de la COVID-19, la direction a réévalué ses jugements, estimations et hypothèses, décrits plus amplement dans les états financiers consolidés de 2019, quant aux valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne sont pas facilement disponibles d'autres sources. Au 27 juin 2020, la direction n'avait repéré aucun événement déclencheur pouvant entraîner la dépréciation des actifs à long terme, y compris le goodwill, accroître la provision pour créances douteuses au titre des créances clients ou restreindre la capacité de la Société à prélever des montants sur ses facilités de crédit.

## Données financières trimestrielles choisies

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action)

	T1 \$	T2 \$	T3 \$	T4 \$	Depuis le début de l'exercice \$
<b>2020</b>					
Produits	109 431	123 595			233 026
BAlIA ajusté <sup>(1)</sup>	7 473	19 930			27 403
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	(5 421)	4 590			(831)
Résultat de base par action ordinaire de catégorie A <sup>(2)</sup>	(0,41)	0,35			(0,06)
Résultat de base par action subalterne à droit de vote de catégorie B <sup>(3)</sup>	(0,45)	0,38			(0,07)
Résultat de base total par action	(0,42)	0,36			(0,06)
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,41)	0,34			(0,06)
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,45)	0,37			(0,07)
Résultat dilué total par action	(0,42)	0,35			(0,06)
	T1 \$	T2 \$	T3 \$	T4 \$	Exercice \$
<b>2019</b>					
Produits	114 748	156 175	195 293	173 726	639 942
BAlIA ajusté <sup>(1)</sup>	1 168	21 744	36 040	30 659	89 611
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	(8 890)	5 927	17 393	11 764	26 194
Résultat de base par action de catégorie A	(0,67)	0,44	1,31	0,89	1,97
Résultat de base par action de catégorie B	(0,74)	0,49	1,44	0,97	2,16
Résultat de base total par action	(0,70)	0,46	1,37	0,92	2,05
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,67)	0,43	1,27	0,86	1,92
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,74)	0,48	1,40	0,95	2,11
Résultat dilué total par action	(0,70)	0,45	1,33	0,90	2,00

<sup>(1)</sup> Le BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesures non conformes aux IFRS ci-après.

<sup>(2)</sup> Action ordinaire de catégorie A (« action de catégorie A »).

<sup>(3)</sup> Action subalterne à droit de vote de catégorie B (« action de catégorie B »).

## Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la Société a recours à des mesures non conformes aux IFRS. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement ajusté (le « BAIIA ajusté ») et le ratio dette nette/capitalisation ne sont pas définis dans les IFRS et, par conséquent, ne peuvent être présentés à titre officiel dans les états financiers T2 2020. La définition du BAIIA ajusté de la Société comprend le remboursement par des clients d'un placement dans un contrat de service et ne prend pas en compte les pertes de valeur. La définition du BAIIA ajusté et du ratio dette nette/capitalisation employée par la Société peut ne pas correspondre à celle employée par d'autres sociétés. Bien que le BAIIA ajusté soit une mesure non conforme aux IFRS, il est néanmoins utilisé par les gestionnaires, les analystes, les investisseurs et d'autres parties prenantes du milieu financier pour analyser et évaluer la performance et la gestion de la Société tant sur le plan financier que sur le plan opérationnel. Le ratio dette nette/capitalisation est un ratio de levier employé par nos bailleurs de fonds.

Les tableaux suivants présentent le rapprochement du résultat de la période et du BAIIA ajusté :

(en milliers de dollars canadiens)

	T1 \$	T2 \$	T3 \$	T4 \$	Depuis le début de l'exercice \$
<b>2020<sup>(1)</sup></b>					
Résultat de la période	(5 230)	4 615			(615)
PLUS :					
Dotation aux amortissements	10 776	11 223			21 999
Charges financières nettes	3 006	2 676			5 682
Impôt sur le résultat	(1 079)	1 416			337
BAIIA ajusté <sup>(1)</sup>	7 473	19 930			27 403
	T1 \$	T2 \$	T3 \$	T4 \$	Exercice \$
<b>2019<sup>(1)</sup></b>					
Résultat de la période	(8 931)	6 106	17 478	11 784	26 437
PLUS :					
Dotation aux amortissements	10 834	10 728	10 497	10 063	42 122
Charges financières nettes	2 552	2 804	2 662	4 335	12 353
Impôt sur le résultat	(3 287)	2 106	5 403	4 477	8 699
BAIIA ajusté <sup>(1)</sup>	1 168	21 744	36 040	30 659	89 611

<sup>(1)</sup> Les données de 2020 et de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16. Les données comparatives n'ont pas été retraitées. Pour plus de précisions sur l'adoption de l'IFRS 16, veuillez vous reporter à la section correspondante de la page 8.

# RAPPORT DE GESTION T2 2020

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	T1 \$	T2 \$	T3 \$	T4 \$	Exercice \$
<b>2018</b>					
Résultat de la période	(8 326)	3 060	19 823	3 437	17 994
<b>PLUS :</b>					
Dotation aux amortissements	6 083	6 485	7 385	8 627	28 580
Perte de valeur	—	—	—	6 821	6 821
Charges financières nettes	804	2 745	1 858	2 067	7 474
Impôt sur le résultat	(1 745)	2 630	4 081	(1 658)	3 308
BAIIA ajusté	(3 184)	14 920	33 147	19 294	64 177
<b>2017</b>					
Résultat de la période	(1 559)	4 781	12 167	11 967	27 356
<b>PLUS :</b>					
Dotation aux amortissements	4 026	4 223	12 419	13 191	33 859
Perte de valeur	—	—	—	2 917	2 917
Charges financières nettes	312	397	791	2 033	3 533
Impôt sur le résultat	(220)	2 535	3 610	286	6 211
Remboursement par un client du placement dans un contrat de service	865	—	—	—	865
BAIIA ajusté	3 424	11 936	28 987	30 394	74 741

## Adoption de l'IFRS 16

Le tableau suivant présente l'incidence prévue de l'adoption de l'IFRS 16 :

(en milliers de dollars canadiens)

	T1 \$	T2 \$	T3 \$	T4 \$	Depuis le début de l'exercice \$
<b>2020</b>					
Postes à l'état des résultats :					
Charges d'exploitation <sup>(1)</sup>	3 674	3 801			7 475
Dotation aux amortissements <sup>(2)</sup>	(2 980)	(3 186)			(6 166)
Charges financières <sup>(3)</sup>	(1 163)	(1 215)			(2 378)
Résultat avant impôt	(469)	(600)			(1 069)
<b>2019</b>					
Postes à l'état des résultats :					
Charges d'exploitation <sup>(1)</sup>	3 460	3 168	3 634	3 424	13 686
Dotation aux amortissements <sup>(2)</sup>	(3 025)	(2 763)	(2 938)	(2 842)	(11 568)
Charges financières <sup>(3)</sup>	(922)	(876)	(1 090)	(1 072)	(3 960)
Résultat avant impôt	(487)	(471)	(394)	(490)	(1 842)

<sup>(1)</sup> L'IFRS 16 exige la comptabilisation des actifs et des passifs s'y rattachant à l'égard de toutes les obligations contractuelles auparavant comptabilisées à titre de contrats de location simple selon l'IAS 17 Contrats de location, à moins que la durée du contrat soit de 12 mois ou moins ou que le bien sous-jacent soit de faible valeur. Les paiements de loyers qui entrent dans le champ d'application de l'IFRS 16 sont présentés dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés non audités des flux de trésorerie à titre de remboursement des obligations locatives et des intérêts payés plutôt qu'à titre de charges d'exploitation.

<sup>(2)</sup> Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis selon l'IAS 16 Immobilisations corporelles, sur une base linéaire sur la période allant de la date de début jusqu'à la fin de leur durée d'utilité estimée ou, si elle est plus courte, sur la durée du contrat de location.

<sup>(3)</sup> La charge d'intérêt de désactualisation au titre des obligations locatives est calculée depuis l'adoption de l'IFRS 16.



## Caractère saisonnier des activités

Les services maritimes sont influencés par les conditions climatiques et ont donc un caractère saisonnier. Durant l'hiver, la Voie maritime du Saint-Laurent est fermée. Il n'y a pas d'activité sur les Grands Lacs, les activités sur le fleuve Saint-Laurent sont réduites et il n'y a pas d'activité de transport vers l'Arctique en raison de l'état des glaces.

Les services environnementaux sont également influencés par les conditions climatiques. La majorité des services spécialisés offerts supposent l'excavation des sols, ce qui s'avère plus difficile en hiver.

Historiquement, le premier trimestre et, à un degré moindre, le deuxième trimestre ont toujours eu un niveau d'activité plus bas et ont obtenu des résultats plus faibles que les autres trimestres. Les troisième et quatrième trimestres sont habituellement les plus actifs.

## Regroupements d'entreprises

Le 26 juin 2020, dans le cadre d'une acquisition d'actifs, Gulf Stream Marine, Inc. (« GSM ») a fait l'acquisition du terminal Care au port de Houston, au Texas, et s'est engagée à acheter un terminal supplémentaire au port de Pascagoula, au Mississippi, pour un prix d'achat total de 12,0 millions \$ US (16,5 millions \$ CA), sous réserve de certains ajustements. L'acquisition du deuxième terminal a été conclue le 15 juillet 2020.

Ces deux terminaux maritimes situés stratégiquement s'inscrivent de façon complémentaire dans le réseau toujours grandissant de LOGISTEC sur la côte américaine du golfe du Mexique qui compte notamment 12 terminaux dans cette région. Le prix d'achat a été établi sur une base préliminaire et sera fixé définitivement dès que la Société aura obtenu tous les renseignements. Au 27 juin 2020, nous en étions à évaluer les immobilisations corporelles, les contrats de location de même que les immobilisations incorporelles.

Veuillez vous reporter à la note 5 des notes annexes aux états financiers T2 2020 pour plus de précisions.

## Résultats

### Produits

Au cours du deuxième trimestre de 2020, les produits consolidés se sont élevés à 123,6 millions \$, soit une baisse de 32,6 millions \$, ou 20,9 %, par rapport à ceux de 156,2 millions \$ inscrits à la période correspondante de 2019. La force du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu une incidence favorable de 2,6 millions \$ sur les produits consolidés au deuxième trimestre de 2020, contrairement au taux de change qui était en vigueur au deuxième trimestre de 2019. Au deuxième trimestre de 2020, les produits tirés du secteur des services maritimes ont atteint 81,4 millions \$, en baisse de 13,1 millions \$ par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2019. Les produits tirés du secteur des services environnementaux ont atteint 42,2 millions \$, une baisse par rapport à 61,7 millions \$ au deuxième trimestre de 2019.

Pour le semestre clos le 27 juin 2020, les produits consolidés ont totalisé 233,0 millions \$, soit une diminution de 37,9 millions \$ par rapport à 270,9 millions \$ pour la période correspondante de 2019. La force du dollar américain par rapport au dollar canadien au premier semestre de 2020 a eu une incidence favorable de 4,1 millions \$ sur les produits consolidés depuis le début de l'exercice. Les produits du secteur des services maritimes ont totalisé 171,8 millions \$ pour le premier semestre de 2020, en baisse de 13,8 millions \$ par rapport à 185,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits du secteur des services environnementaux ont atteint 61,2 millions \$, en baisse de 24,1 millions \$ par rapport à ceux de 85,3 millions \$ inscrits au semestre correspondant de 2019.

Ces diminutions découlent essentiellement de la COVID-19 dont l'incidence s'est fait sentir sur le niveau d'échanges commerciaux et, par conséquent, sur les produits générés par nos terminaux portuaires dans le secteur des services maritimes. La pandémie a également occasionné des retards dans le secteur des services environnementaux, compte tenu des mesures temporaires de suspension des activités imposées par les autorités gouvernementales à l'endroit de certaines de nos gammes de services.

### **Charge au titre des avantages du personnel**

La charge au titre des avantages du personnel a diminué de 23,9 millions \$, ou 30,3 %, pour atteindre 54,8 millions \$ au deuxième trimestre de 2020, comparativement à 78,7 millions \$ au trimestre correspondant de 2019. Pour le premier semestre de 2020, la charge au titre des avantages du personnel s'est élevée à 111,7 millions \$, soit 25,4 millions \$, ou 18,5 %, de moins que celle de 137,1 millions \$ inscrite à la période correspondante de l'exercice précédent.

Ces diminutions sont essentiellement attribuables à trois facteurs : la baisse des produits puisqu'une partie de la charge au titre des avantages du personnel liée à nos activités sur le terrain est de nature variable, la subvention salariale de 11,0 millions \$ que la Société a obtenue aux termes de la Subvention salariale d'urgence du Canada accordée par le gouvernement fédéral du Canada et une diminution de 2,9 millions \$ de la provision au titre du régime d'intéressement à long terme à l'intention de la haute direction, à la lumière du ralentissement économique causé par la pandémie de COVID-19. Veuillez vous reporter à la note 6 des notes annexes aux états financiers T2 2020 pour plus de précisions sur l'aide gouvernementale obtenue.

### **Charge relative au matériel et fournitures**

La charge relative au matériel et fournitures s'est chiffrée à 32,1 millions \$ au deuxième trimestre de 2020, soit une diminution de 7,2 millions \$ en regard de celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution concorde avec la baisse des produits, le ratio global de la charge relative au matériel et fournitures sur les produits consolidés de 26,0 % étant demeuré relativement stable au deuxième trimestre de 2020 par rapport à celui de 25,1 % inscrit au deuxième trimestre de 2019.

La charge relative au matériel et fournitures s'est établie à 64,1 millions \$ au premier semestre de 2020, soit une baisse de 9,5 millions \$, ou 12,9 %, comparativement à celle du premier semestre de 2019. La diminution concorde avec la baisse des produits, le ratio global de la charge relative au matériel et fournitures sur les produits consolidés de 27,5 % étant demeuré relativement stable au premier semestre de 2020 par rapport à celui de 27,2 % inscrit à la période correspondante de 2019.

### **Charges d'exploitation**

Au premier semestre de 2020, les charges d'exploitation se sont fixées à 20,6 millions \$, en hausse de 1,0 million \$ par rapport à celles de la période correspondante de 2019. La hausse est conforme à l'accroissement des produits enregistrés sur la côte américaine du golfe du Mexique, le volume supplémentaire de manutention d'éoliennes ayant fait augmenter les frais relatifs aux droits de quai.

### **Autres charges**

Au premier semestre de 2020, les autres charges se sont élevées à 12,5 millions \$, soit une baisse de 4,2 millions \$, ou 25,1 %, comparativement à celles du premier semestre de 2019. La baisse découle essentiellement de la diminution des honoraires professionnels versés en 2020 par rapport à ceux versés en 2019 aux fins d'intégration des affaires et d'analyse des possibilités d'expansion.

### **Autres profits et pertes**

Les autres profits et pertes ont fluctué de 5,3 millions \$, passant d'une perte de 2,5 millions \$ au premier semestre de 2019 à un profit de 2,8 millions \$ au premier semestre de 2020. La variation découle essentiellement des gains et des pertes de change latents sur la conversion du fonds de roulement net libellé en dollars américains, compte tenu de la dépréciation du dollar canadien.

## Résultat de la période et résultat par action

Au total, la Société a affiché un résultat attribuable aux propriétaires de la Société de 4,6 millions \$ au deuxième trimestre de 2020, soit une baisse de 1,3 million \$ par rapport à celui de 5,9 millions \$ inscrit au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Cela s'est traduit par un résultat dilué par action total de 0,35 \$, dont 0,34 \$ était attribuable aux actions de catégorie A et 0,37 \$ était attribuable aux actions de catégorie B.

Le résultat avant impôt affiché par le secteur des services maritimes s'est élevé à 5,6 millions \$ au deuxième trimestre de 2020, soit une baisse de 2,9 millions \$ par rapport à celui de 8,5 millions \$ comptabilisé au trimestre correspondant de 2019. La baisse tient surtout à la diminution du volume de marchandises liée en grande partie à la pandémie de COVID-19, contrebalancée dans une certaine mesure par la subvention salariale de 4,1 millions \$ obtenue aux termes de la Subvention salariale d'urgence du Canada.

Le résultat avant impôt attribuable au secteur des services environnementaux a représenté 0,5 million \$ au deuxième trimestre de 2020, ce qui représente une hausse de 0,8 million \$ par rapport à la perte de 0,3 million \$ constatée au trimestre correspondant de 2019. Cette hausse s'explique surtout par la subvention salariale de 6,8 millions \$ accordée aux termes de la Subvention salariale d'urgence du Canada, contrebalancée en partie par la diminution des produits découlant des mesures temporaires de suspension des activités imposées par les autorités gouvernementales à l'endroit de certaines de nos gammes de services.

Pour le premier semestre de 2020, la Société a affiché une perte de 0,6 million \$, dont un résultat de 0,2 million \$ était attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle, entraînant une perte attribuable aux propriétaires de la Société de 0,8 million \$. Cela s'est traduit par une perte de base et diluée par action totale de 0,06 \$, dont 0,06 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie A et 0,07 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie B.

Pour le premier semestre de 2020, le résultat avant impôt attribuable au secteur de services maritimes s'est élevé à 12,0 millions \$, en hausse par rapport à celui de 4,4 millions \$ au semestre correspondant de 2019. Comme il a été énoncé précédemment, la hausse est attribuable à trois facteurs : la subvention salariale de 4,1 millions \$, les gains de change latents inscrits en 2020 sur la conversion du fonds de roulement net libellé en dollars américains, compte tenu de la faiblesse du dollar canadien, et la diminution des honoraires professionnels versés en 2020, par rapport à ceux versés en 2019, aux fins d'intégration des affaires et d'analyse des possibilités d'expansion. Ces augmentations sont contrebalancées en partie par la diminution du volume de marchandises.

Pour le premier semestre de 2020, la perte avant impôt attribuable au secteur des services environnementaux a représenté 12,2 millions \$, une variation négative par rapport à la perte de 11,5 millions \$ inscrite à la même période de 2019. Comme il a été énoncé précédemment, la perte supplémentaire tient surtout à la diminution des produits à la suite des mesures temporaires de suspension des activités imposées par les autorités gouvernementales à l'endroit de certaines de nos gammes de services, contrebalancée en partie par la subvention salariale de 6,8 millions \$.

Tous les autres postes des états consolidés intermédiaires résumés non audités des résultats ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires habituels.

## Dividendes

Le conseil d'administration de la Société détermine le niveau des paiements de dividendes. Bien que LOGISTEC n'ait pas de politique formelle en matière de dividendes, à ce jour, la pratique a été de distribuer régulièrement des dividendes trimestriels avec des hausses modestes au cours des années.

## RAPPORT DE GESTION T2 2020

(non audité)

Le tableau ci-après présente le barème de versements de dividendes pour 2020 qui répondent aux critères de dividendes déterminés aux fins de l'Agence du revenu du Canada.

(en millions de dollars, sauf pour les données par action)

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date du paiement	Par action de catégorie A \$	Par action de catégorie B \$	Total \$
4 décembre 2019	3 janvier 2020	17 janvier 2020	0,09350	0,10285	1,2
7 mars 2020	3 avril 2020	17 avril 2020	0,09350	0,10285	1,2
6 mai 2020	19 juin 2020	3 juillet 2020	0,09350	0,10285	1,3
6 août 2020	25 septembre 2020	9 octobre 2020	0,09350	0,10285	1,3

Le conseil d'administration maintient pour l'instant les versements de dividendes et se repenchera sur cette décision lors des prochaines réunions du conseil, en fonction de l'évolution de la crise économique.

## Situation de trésorerie et sources de financement

### Gestion du capital

La stratégie financière et les principaux objectifs de la Société concernant la gestion du capital sont décrits à la note 10 des notes annexes aux états financiers consolidés audités 2019 et ont été appliqués de façon constante au cours du deuxième trimestre de 2020. Veuillez également vous reporter à la note 7 des notes annexes aux états financiers T2 2020 pour une mise à jour de l'information concernant la gestion du risque financier.

### Sources de financement

Au 27 juin 2020, le total de l'actif s'établissait à 756,9 millions \$, soit une hausse de 22,2 millions \$ par rapport au solde de clôture de 734,7 millions \$ au 31 décembre 2019. Cette hausse découle surtout de l'ajout d'actifs au titre de droits d'utilisation de 20,3 millions \$ et du regroupement d'entreprises, neutralisés en partie par le recouvrement des créances clients et autres débiteurs décrite ci-après.

La trésorerie et équivalents de trésorerie s'est établie à 18,4 millions \$ à la clôture du deuxième trimestre de 2020, en baisse de 4,2 millions \$ en regard de 22,6 millions \$ au 31 décembre 2019. Les facteurs suivants ont eu la plus grande incidence sur cette baisse :

(en milliers de dollars)

Sources :	
Trésorerie liée aux activités d'exploitation	26 030
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	13 677
	<b>39 707</b>
Utilisations :	
Regroupements d'entreprises	(16 457)
Acquisition d'immobilisations corporelles, nette du produit de la sortie	(9 557)
Remboursement d'obligations locatives	(6 797)
Intérêts payés	(5 184)
Impôt sur le résultat payé	(4 799)
	<b>(42 794)</b>

### Fonds de roulement

Au terme du deuxième trimestre de 2020, le fonds de roulement s'est établi à 84,0 millions \$ pour un ratio de 1,73:1, en regard de 98,0 millions \$ pour un ratio de 1,85:1 au 31 décembre 2019. La diminution est essentiellement attribuable au recouvrement des créances clients et autres débiteurs utilisé en partie pour acquérir les deux terminaux maritimes sur la côte américaine du golfe du Mexique pour une contrepartie de 16,5 millions \$.

## **Dettes à long terme**

La dette nette totale s'est élevée à 163,6 millions \$ au 27 juin 2020, en hausse de 8,3 millions \$ en regard de 155,3 millions \$ au 31 décembre 2019. Comme il a été mentionné précédemment, l'augmentation s'explique principalement par la diminution de la trésorerie et équivalents de trésorerie et par la réévaluation de la dette à long terme libellée en monnaie étrangère, laquelle s'est chiffrée à 3,7 millions \$. Le ratio dette nette/capitalisation est une mesure non conforme aux IFRS qui fait l'objet d'un rapprochement à la note 7 des notes annexes aux états financiers T2 2020.

Depuis le début de la pandémie et de la crise financière qui en a découlé, nous avons fait en sorte, par précaution, que notre solde de trésorerie de fonds disponibles immédiatement demeure supérieur à 20,0 millions \$. Comme il a été mentionné dans le rapport annuel 2019 de la Société, nous avons renégocié nos facilités bancaires au quatrième trimestre de 2019, portant leur montant à 300,0 millions \$. Ces facilités sont confirmées et consenties par six banques et institutions financières canadiennes importantes. Celles-ci nous ont confirmé que nos facilités sont garanties et que les fonds seront disponibles, le cas échéant.

## **Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société**

Au 27 juin 2020, les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société s'élevaient à 278,0 millions \$, en baisse de 2,4 millions \$ par rapport au solde de clôture de 280,4 millions \$ au 31 décembre 2019. L'ajout du total de la dette nette se traduit en une capitalisation de 441,7 millions \$ pour un ratio dette nette/capitalisation de 37,0 % contre 35,6 % au 31 décembre 2019. Le ratio dette nette/capitalisation est une mesure non conforme aux IFRS qui fait l'objet d'un rapprochement à la note 7 des notes annexes aux états financiers T2 2020.

Au 6 août 2020, 7 377 722 actions de catégorie A et 5 545 669 actions de catégorie B étaient émises et en circulation. Chaque action de catégorie A est convertible en tout temps au gré du porteur en une action de catégorie B. Veuillez vous reporter à la note 8 des notes T2 2020 pour des précisions sur le capital social de la Société.

## Coentreprise importante

Comme présenté à la note 14 des notes annexes aux états financiers consolidés audités 2019, la Société détient plusieurs participations dans des coentreprises. La Société n'a qu'une seule coentreprise importante, Terminal Termont inc., dont les activités s'intègrent bien à ses activités principales.

Le tableau suivant présente les informations financières de Terminal Termont inc. à 100 %. La Société détient une participation de 50 % dans cette coentreprise.

(en milliers de dollars)

	Au 27 juin 2020 \$		Au 31 décembre 2019 \$	
État de la situation financière				
Total de l'actif	90 989		88 978	
Total du passif	39 881		37 603	
	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	27 juin 2020 \$	29 juin 2019 \$	27 juin 2020 \$	29 juin 2019 \$
État des résultats				
Produits	1 003	997	1 983	2 027
Quote-part du résultat d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	2 392	1 505	3 221	2 297
Résultat de la période	2 878	2 086	4 145	3 478

## Autres postes des états consolidés de la situation financière

Situation financière aux (en millions de dollars)	27 juin 2020 \$	31 décembre 2019 \$	Var. \$	Var. %	Explication de la variation
Créances clients et autres débiteurs	120,7	156,2	(35,5)	(22,8)	La diminution témoigne du niveau moins élevé de nos activités à caractère saisonnier et de l'effort soutenu de recouvrement dans le secteur des services environnementaux au deuxième trimestre de 2020 en regard de ceux du quatrième trimestre de 2019.
Actifs sur contrat	23,9	10,6	13,3	n.s.	Les actifs sur contrats représentent le montant brut non facturé qui sera perçu des clients au titre d'obligations de prestation remplies aux termes de contrats conclus par notre secteur des services environnementaux. L'incidence du début de la saison sur les activités dans tous les secteurs a entraîné une hausse des travaux en cours à la fin du deuxième trimestre de 2020.
Actifs d'impôt exigible	11,5	6,0	5,5	90,4	L'augmentation découle de la diminution de la charge d'impôt sur le résultat, compte tenu de la perte inscrite pour la période et des acomptes provisionnels versés pour 2020.
Immobilisations corporelles	194,0	184,3	9,7	5,3	L'augmentation découle surtout des dépenses en immobilisations corporelles de 10,2 millions \$, de l'acquisition de deux terminaux pour un montant de 9,0 millions \$ et de la réévaluation des immobilisations corporelles libellées en monnaie étrangère d'un montant de 4,3 millions \$, lesquelles ont été supérieures à la dotation aux amortissements de 13,8 millions \$.
Actifs au titre de droits d'utilisation	109,9	89,6	20,3	22,7	L'augmentation découle surtout d'un ajout de 23,8 millions \$ et de la réévaluation des actifs au titre de droits d'utilisation libellés en monnaie étrangère d'un montant de 3,4 millions \$, lesquels ont été supérieurs à la dotation aux amortissements de 7,2 millions \$.
Goodwill	149,1	140,6	8,5	6,0	La majeure partie de l'augmentation découle de l'acquisition de deux terminaux par GSM, comme il a été mentionné dans la section regroupements d'entreprises du présent rapport de gestion.
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	74,0	86,2	(12,2)	(14,2)	La variation est essentiellement attribuable au caractère saisonnier des activités.

## RAPPORT DE GESTION T2 2020

(non audité)

Situation financière aux (en millions de dollars)	27 juin 2020 \$	31 décembre 2019 \$	Var. \$	Var. %	Explication de la variation
Passifs sur contrat	14,8	5,4	9,4	n.s.	Les passifs sur contrats représentent la contrepartie reçue en avance des clients pour laquelle le produit est comptabilisé au titre d'obligations de prestation remplies aux termes de contrats conclus par notre secteur des services environnementaux. L'incidence du début de la saison sur toutes les activités a entraîné une hausse des produits différés à la fin du deuxième trimestre de 2020.
Tranche courante des obligations locatives	11,7	9,8	1,9	19,6	L'augmentation découle surtout de l'ajout de 23,6 millions \$ et de la réévaluation des obligations locatives libellées en monnaie étrangère d'un montant de 3,5 millions \$, contrebalancées en partie par le remboursement des obligations locatives de 6,8 millions \$.
Obligations locatives non courantes	99,9	81,5	18,4	22,5	
Tranche courante de la dette à long terme	9,1	9,4	(0,3)	(3,5)	La variation est essentiellement attribuable à la réévaluation de la dette à long terme libellée en monnaie étrangère d'un montant de 3,7 millions \$.
Dette à long terme	173,0	168,5	4,5	2,7	
Capital social	45,7	40,2	5,5	13,5	La variation résulte surtout de l'émission d'actions de catégorie B conformément aux modalités de l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle de SANEXEN en 2016.
Capital social devant être émis	4,9	9,8	(4,9)	(50,0)	

*n.s. : non significatif*

Tous les autres postes des états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires habituels au cours du deuxième trimestre de 2020.



## Adoption de nouvelles normes et modifications comptables

Les modifications suivantes ont été publiées et adoptées :

- Modification aux dispositions en matière de comptabilité de couverture – Réforme des TIO et son incidence sur l'information financière (Phase 1);
- Modifications des références au Cadre conceptuel dans les normes IFRS;
- Définition d'une entreprise (modifications d'IFRS 3);
- Définition du terme « significatif » (modifications d'IAS 1 et IAS 8).

Veuillez vous reporter à la note 2 des notes annexes aux états financiers T2 2020 pour plus de précisions.

## Régie d'entreprise

Conformément aux exigences du *Règlement 52-109* sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la présidente et chef de la direction et le chef de la direction financière ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »). Ils sont assistés dans ces responsabilités par un comité directeur de la certification, lequel est composé de membres de la haute direction de la Société incluant les deux cadres supérieurs mentionnés précédemment.

Ils ont révisé ce rapport de gestion et les états financiers T2 2020 et les notes s'y rapportant (les « documents intermédiaires »). À leur connaissance, les documents intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents intermédiaires. À leur connaissance, les états financiers T2 2020 et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux dates de clôture des périodes présentées dans ses documents intermédiaires ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour ces périodes.

La présidente et chef de la direction et le chef des finances ont conclu que la conception des CPCI fournissait une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, leur a été communiquée de façon opportune lors de la préparation des documents intermédiaires, et que l'information qui doit être présentée dans les documents intermédiaires a été enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits.

La présidente et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont également conçu ou fait concevoir sous leur supervision le CIIF pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS, les principes comptables généralement reconnus de la Société.

Malgré l'éclosion de la COVID-19 et la nécessité de respecter les mesures de distanciation physique, aucune modification au CIIF effectuée au cours du deuxième trimestre de 2020 n'a eu, ou aurait été raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF de la Société.

## Perspectives

Dans la section Perspectives des documents intermédiaires du T1 2020, nous avons indiqué que bon nombre nos services avaient été considérés comme des services essentiels et avaient donc été maintenus pendant la pandémie, bien qu'à un coût plus élevé du fait de l'instauration de mesures sanitaires supplémentaires. Parmi les services maintenus : les services de manutention de marchandises ainsi que notre usine à Coaticook qui fabrique des boyaux d'incendie et de la gaine utilisée aux fins de la réhabilitation des conduites d'eau souterraines.

Les mesures de confinement imposées par les autorités ont eu une incidence sur nos activités de réhabilitation de sites et la mise en place de nos technologies d'infrastructures d'eau, l'installation étant habituellement effectuée par des travailleurs du secteur de la construction, secteur dont les activités ont été suspendues au Québec.

En outre, nos services de manutention de marchandises ont eux aussi été frappés par un ralentissement, les volumes ayant commencé à diminuer dans plusieurs de nos installations du fait que les fabricants ou les propriétaires de marchandises ont également été touchés par les mesures de confinement.

Les conséquences du ralentissement ont été abordées précédemment dans le présent rapport de gestion, dont notamment la diminution des volumes et du niveau des produits et leur incidence défavorable sur notre rentabilité. La situation a également eu des répercussions de taille sur le secteur des services environnementaux, bon nombre des activités ayant été interrompues et le début de la saison de travail ayant été retardé d'environ dix semaines.

Les conséquences sur nos résultats ont été atténuées, dans une certaine mesure, grâce à l'obtention de la Subvention salariale d'urgence du Canada accordée par le gouvernement fédéral du Canada. Les subventions obtenues, au-delà d'améliorer nos résultats, ont constitué un puissant incitatif à l'appui de notre main-d'œuvre en vue d'une reprise des activités plus fluide lors du déconfinement, bien qu'encadrée par des protocoles de sécurité rigoureux.

Depuis la fin du confinement, nous avons repris la totalité de nos activités. Il n'en reste pas moins que la pandémie a entraîné un ralentissement de l'économie qui se reflète dans la diminution des volumes de marchandises manutentionnées dans nos installations portuaires. De plus, nos perspectives en matière de manutention de marchandises pourraient également être affectées par des négociations de travail ardues au port de Montréal. Nous sommes sans accord depuis le début 2019 et les discussions se sont avérées difficiles ces dernières semaines, provoquant des arrêts de travail. Sur le plan environnemental, de nombreux projets de restauration de sites parrainés par le secteur privé ont également été reportés et ne seront vraisemblablement pas réalisés cette année. Le gouvernement du Canada a annoncé qu'il maintenait en place sa subvention, mais les conditions d'admissibilité ont été modifiées, ce qui signifie que nous devons établir si nous pouvons toujours nous en prévaloir. Nous continuons de faire face à bien des incertitudes à long terme et, tant que la pandémie perdurera, la situation demeurera incertaine. De plus, l'avènement éventuel d'une deuxième vague de la pandémie qui obligerait à nouveau la fermeture des entreprises pourrait avoir des conséquences épouvantables sur l'économie.

Néanmoins, nous faisons preuve de résilience et menons nos activités en respectant des protocoles de sécurité rigoureux à l'appui de la santé de nos employés en cette période de pandémie. Comme le démontre bien l'acquisition du terminal Care et des accords de concession de services à Pascagoula sur la côte américaine du golfe du Mexique, nous demeurons axés sur notre plan de croissance et à l'affût de possibilités d'expansion. En ce qui a trait au secteur des services environnementaux, nous possédons un carnet de commandes robuste d'une valeur de quelque 200,0 millions \$. Notre expertise, la diversité de nos services et notre résilience, jumelées à un bilan robuste, nous aideront à traverser cette période de turbulences. Cette situation a eu, et continuera d'avoir, une incidence défavorable sur nos résultats, mais nous sommes résolus et travaillons sans relâche pour générer un rendement raisonnable et maintenir une situation financière saine au profit de l'ensemble des parties prenantes dans un horizon à long terme.

Nous sommes des plus reconnaissants envers nos employés qui composent au quotidien avec des conditions de travail difficiles et dont le dévouement favorise le succès continu de LOGISTEC.

*Ce rapport de gestion ainsi que le rapport annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la notice annuelle, la circulaire d'information de même que la divulgation et l'analyse de la rémunération sont tous déposés sur le site Internet de SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)) et certains de ces documents peuvent également être consultés sur le site Internet de LOGISTEC ([www.logistec.com](http://www.logistec.com)), dans la section « investisseurs ».*

*Les rapports financiers intermédiaires et les communiqués de presse financiers peuvent aussi être consultés sur le site Internet de SEDAR et sur le site Internet de LOGISTEC.*

*En vue d'informer les actionnaires et les investisseurs potentiels sur les perspectives de la Société, les rubriques du présent document peuvent contenir des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières, au sujet des activités de la Société, ses performances, sa situation financière et en particulier l'espérance de succès des efforts de la Société dans le développement et la croissance de ses affaires. Ces énoncés prospectifs expriment, en date du présent document, les estimations, prévisions, projections, attentes ou opinions de la Société à l'égard d'événements ou résultats futurs. Bien que la Société estime que les attentes suscitées par ces énoncés prospectifs sont basées sur des fondements et des hypothèses valables et raisonnables, ces énoncés prospectifs sont intrinsèquement sujets à des incertitudes et contingences importantes, dont plusieurs sont au-delà du contrôle de la Société, de sorte que le rendement de la Société pourrait différer sensiblement du rendement prévisionnel exprimé ou présenté dans de tels énoncés prospectifs.*

*Les risques et incertitudes importants qui pourraient faire différer de façon significative les résultats réels et les événements futurs des attentes actuelles exprimées sont examinés sous la rubrique « risques d'affaires » du rapport annuel de la Société et incluent, sans s'y restreindre, les performances des économies locales et internationales et leur effet sur les volumes de livraison, les conditions climatiques, les relations avec la main-d'œuvre, le niveau des prix et les activités de marketing des concurrents. Les lecteurs du présent document sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. La Société ne s'engage nullement à mettre à jour ni à réviser ces énoncés prospectifs, à moins que la loi ne l'exige.*

(signé) Jean-Claude Dugas  
Jean-Claude Dugas, CPA, CA  
Chef de la direction financière

Le 6 août 2020

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T2 2020

(non audités)

## États consolidés intermédiaires résumés des résultats

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants par action et le nombre d'actions)

	Notes	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
		27 juin 2020 \$	29 juin 2019 \$	27 juin 2020 \$	29 juin 2019 \$
Produits	9	123 595	156 175	233 026	270 923
Charge au titre des avantages du personnel		(54 839)	(78 715)	(111 716)	(137 092)
Matériel et fournitures		(32 099)	(39 254)	(64 138)	(73 618)
Charges d'exploitation		(9 329)	(10 133)	(20 603)	(19 588)
Autres charges		(6 047)	(6 001)	(12 491)	(16 677)
Dotation aux amortissements		(11 223)	(10 728)	(21 999)	(21 562)
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		695	930	544	1 492
Autres (pertes) profits		(2 046)	(1 258)	2 781	(2 528)
Résultat d'exploitation		8 707	11 016	5 404	1 350
Charges financières		(2 835)	(2 884)	(5 971)	(5 641)
Produits financiers		159	80	289	285
Résultat avant impôt		6 031	8 212	(278)	(4 006)
Impôt sur le résultat		(1 416)	(2 106)	(337)	1 181
<b>Résultat de la période</b>		<b>4 615</b>	<b>6 106</b>	<b>(615)</b>	<b>(2 825)</b>
Résultat attribuable aux :					
<b>Propriétaires de la Société</b>		<b>4 590</b>	<b>5 927</b>	<b>(831)</b>	<b>(2 963)</b>
Participation ne donnant pas le contrôle		25	179	216	138
<b>Résultat de la période</b>		<b>4 615</b>	<b>6 106</b>	<b>(615)</b>	<b>(2 825)</b>
Résultat de base par action ordinaire de catégorie A <sup>(1)</sup>		0,35	0,44	(0,06)	(0,22)
Résultat de base par action subalterne à droit de vote de catégorie B <sup>(2)</sup>		0,38	0,49	(0,07)	(0,25)
Résultat dilué par action de catégorie A		0,34	0,43	(0,06)	(0,22)
Résultat dilué par action de catégorie B		0,37	0,48	(0,07)	(0,25)
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation, de base et dilué		7 380 389	7 389 155	7 380 389	7 390 939
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, de base		5 485 163	5 409 868	5 485 163	5 362 879
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, dilué		5 693 288	5 717 038	5 693 288	5 719 571

<sup>(1)</sup> Action ordinaire de catégorie A (« action de catégorie A »)

<sup>(2)</sup> Action subalterne à droit de vote de catégorie B (« action de catégorie B »)

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	27 juin 2020 \$	29 juin 2019 \$	27 juin 2020 \$	29 juin 2019 \$
<b>Résultat de la période</b>	<b>4 615</b>	<b>6 106</b>	<b>(615)</b>	<b>(2 825)</b>
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats				
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger	(3 379)	(2 627)	6 473	(4 950)
Profit latent découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger	1 793	1 380	(3 547)	3 158
Perte sur instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	—	(39)	—	(185)
Impôt sur le résultat lié aux instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	—	11	—	50
Total des éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats	(1 586)	(1 275)	2 926	(1 927)
Éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats				
Perte sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies	(5 005)	(1 047)	(1 288)	(1 080)
Rendement de l'actif des régimes de retraite	1 235	(1 363)	(167)	(1 715)
Impôt sur le résultat sur le profit (la perte) sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et sur le rendement de l'actif des régimes de retraite	998	649	385	752
Total des éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats	(2 772)	(1 761)	(1 070)	(2 043)
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat				
Éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats	(19)	—	(19)	—
Éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats	5	—	5	—
Total de la quote-part des autres éléments de la perte globale des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat	(14)	—	(14)	—
Autres éléments du résultat global de la période, après impôt sur le résultat	(4 372)	(3 036)	1 842	(3 970)
<b>Total du résultat global de la période</b>	<b>243</b>	<b>3 070</b>	<b>1 227</b>	<b>(6 795)</b>
Total du résultat global attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	241	2 902	976	(6 912)
Participation ne donnant pas le contrôle	2	168	251	117
<b>Total du résultat global de la période</b>	<b>243</b>	<b>3 070</b>	<b>1 227</b>	<b>(6 795)</b>

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Au 27 juin 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
<b>Actif</b>			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		18 449	22 608
Créances clients et autres débiteurs		120 663	156 228
Actifs sur contrat		23 887	10 593
Actifs d'impôt exigible		11 475	6 028
Stocks		14 357	12 569
Charges payées d'avance et autres		10 863	5 129
		199 694	213 155
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		39 244	42 349
Immobilisations corporelles		193 993	184 304
Actifs au titre de droits d'utilisation		109 946	89 581
Goodwill		149 109	140 617
Immobilisations incorporelles		40 940	40 735
Actifs non courants		2 549	2 417
Actifs financiers non courants		7 373	8 829
Actifs d'impôt différé		14 005	12 751
<b>Total de l'actif</b>		<b>756 853</b>	<b>734 738</b>
<b>Passif</b>			
Passif courant			
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		73 987	86 217
Passifs sur contrat		14 789	5 356
Passifs d'impôt exigible		4 811	3 131
Dividendes à payer		1 258	1 245
Tranche courante des obligations locatives		11 748	9 820
Tranche courante de la dette à long terme		9 062	9 390
		115 655	115 159
Obligations locatives		99 853	81 495
Dette à long terme		173 013	168 510
Passifs d'impôt différé		21 952	21 156
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi		20 306	18 383
Passifs sur contrat		2 733	2 933
Passifs non courants		44 402	46 088
<b>Total du passif</b>		<b>477 914</b>	<b>453 724</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital social	8	45 663	40 222
Capital social devant être émis	8	4 906	9 811
Résultats non distribués		214 902	220 641
Cumul des autres éléments du résultat global	10	12 574	9 697
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société</b>		<b>278 045</b>	<b>280 371</b>
Participation ne donnant pas le contrôle		894	643
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>278 939</b>	<b>281 014</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>756 853</b>	<b>734 738</b>

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Attribuable aux propriétaires de la Société					Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Capital social	Capital social devant être émis	Cumul des autres éléments du résultat global (note 10)	Résultats non distribués	Total		
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b>		<b>40 222</b>	<b>9 811</b>	<b>9 697</b>	<b>220 641</b>	<b>280 371</b>	<b>643</b>	<b>281 014</b>
Résultat de la période		—	—	—	(831)	(831)	216	(615)
Autres éléments du résultat global								
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		—	—	6 438	—	6 438	35	6 473
Perte latente découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger		—	—	(3 547)	—	(3 547)	—	(3 547)
Perte sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, après impôt sur le résultat		—	—	—	(1 070)	(1 070)	—	(1 070)
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat		—	—	(14)	—	(14)	—	(14)
<b>Total du résultat global de la période</b>		<b>—</b>	<b>—</b>	<b>2 877</b>	<b>(1 901)</b>	<b>976</b>	<b>251</b>	<b>1 227</b>
Réévaluation du passif au titre de l'option de vente émise		—	—	—	(543)	(543)	—	(543)
Rachat d'actions de catégorie A	8	(3)	—	—	(140)	(143)	—	(143)
Émission et rachat d'actions de catégorie B	8	539	—	—	(563)	(24)	—	(24)
Émission de capital social de catégorie B à un actionnaire d'une filiale	8	4 905	(4 905)	—	—	—	—	—
Émission attendue d'actions de catégorie B aux termes du Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction		—	—	—	45	45	—	45
Autre dividende		—	—	—	(121)	(121)	—	(121)
Dividendes sur actions de catégorie A	8	—	—	—	(1 380)	(1 380)	—	(1 380)
Dividendes sur actions de catégorie B	8	—	—	—	(1 136)	(1 136)	—	(1 136)
<b>Solde au 27 juin 2020</b>		<b>45 663</b>	<b>4 906</b>	<b>12 574</b>	<b>214 902</b>	<b>278 045</b>	<b>894</b>	<b>278 939</b>

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres [suite]

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Attribuable aux propriétaires de la Société					Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Capital social \$	Capital social devant être émis \$	Cumul des autres éléments du résultat global (note 10) \$	Résultats non distribués \$	Total \$		
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>		<b>35 016</b>	<b>14 717</b>	<b>12 061</b>	<b>200 404</b>	<b>262 198</b>	<b>2 191</b>	<b>264 389</b>
Résultat de la période		—	—	—	(2 963)	(2 963)	138	(2 825)
Autres éléments du résultat global								
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		—	—	(4 929)	—	(4 929)	(21)	(4 950)
Profit latent découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger		—	—	3 158	—	3 158	—	3 158
Perte sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, après impôt sur le résultat		—	—	—	(2 043)	(2 043)	—	(2 043)
Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat		—	—	(135)	—	(135)	—	(135)
<b>Total du résultat global de la période</b>		<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(1 906)</b>	<b>(5 006)</b>	<b>(6 912)</b>	<b>117</b>	<b>(6 795)</b>
Réévaluation du passif au titre de l'option de vente émise		—	—	—	(390)	(390)	—	(390)
Rachat d'actions de catégorie A	8	(4)	—	—	(274)	(278)	—	(278)
Émission et rachat d'actions de catégorie B	8	433	—	—	(739)	(306)	—	(306)
Émission de capital social de catégorie B à un actionnaire d'une filiale	8	4 906	(4 906)	—	—	—	—	—
Dividendes sur actions de catégorie A	8	—	—	—	(1 341)	(1 341)	—	(1 341)
Dividendes sur actions de catégorie B	8	—	—	—	(1 080)	(1 080)	—	(1 080)
<b>Solde au 29 juin 2019</b>		<b>40 351</b>	<b>9 811</b>	<b>10 155</b>	<b>191 574</b>	<b>251 891</b>	<b>2 308</b>	<b>254 199</b>

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.



## Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Pour les semestres clos les 27 juin 2020 \$	29 juin 2019 \$
<b>Activités d'exploitation</b>			
Perte de la période		(615)	(2 825)
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		26 645	30 577
Trésorerie liée aux activités d'exploitation		26 030	27 752
Dividendes reçus des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		3 600	1 520
Cotisations en vertu des régimes de retraite à prestations définies		(471)	(502)
Règlement des provisions		(243)	(65)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		13 677	(11 137)
Impôt sur le résultat payé		(4 799)	(7 868)
		37 794	9 700
<b>Activités de financement</b>			
Variation nette des emprunts bancaires à court terme		—	(13 577)
Émission de dette à long terme, nette des coûts de transaction		36 655	62 298
Remboursement de dette à long terme		(36 123)	(26 992)
Remboursement d'obligations locatives		(6 797)	(4 830)
Intérêts payés		(5 184)	(5 349)
Émission d'actions de catégorie B		190	258
Rachat d'actions de catégorie A	8	(143)	(278)
Rachat d'actions de catégorie B	8	(718)	(862)
Dividendes versés sur les actions de catégorie A		(1 380)	(1 341)
Dividendes versés sur les actions de catégorie B		(1 124)	(1 067)
		(14 624)	8 260
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(9 742)	(21 886)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(84)	(39)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles		185	297
Regroupements d'entreprises		(16 457)	—
Remboursement du montant à payer aux actionnaires		(121)	(5 386)
Intérêts perçus		114	163
Remboursement d'autres actifs financiers non courants		110	104
Remboursement d'autres passifs non courants		—	(190)
Acquisition d'autres actifs non courants		(327)	(271)
Produit de la sortie d'autres actifs non courants		49	90
		(26 273)	(27 118)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(3 103)	(9 158)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		22 608	15 393
Effets des variations des cours de change sur le solde de la trésorerie détenue en monnaie étrangère des établissements à l'étranger		(1 056)	1 181
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>		<b>18 449</b>	<b>7 416</b>
<b>Renseignements complémentaires</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles incluse dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs		835	2 627
Émission d'actions de catégorie B en vertu du Régime d'achat d'actions pour les employés pour des prêts ne portant pas intérêt	8	504	298

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

### 1. Informations générales

LOGISTEC Corporation (la « Société ») offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime, industrielle et municipale. La Société dispose d'installations de manutention de marchandises dans 36 ports en Amérique du Nord et offre des services d'agences maritimes aux armateurs et aux exploitants de navires étrangers qui desservent le marché canadien. La Société est fortement diversifiée en termes de catégories de marchandises manutentionnées, de localisation des installations portuaires et d'équilibre entre les activités liées à l'importation et à l'exportation. De plus, la Société, par l'intermédiaire de ses filiales SANEXEN Services Environnementaux inc. (« SANEXEN ») et FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), mène des activités dans le secteur des services environnementaux. Celles-ci englobent la réhabilitation de conduites d'eau souterraines, la gestion des sols contaminés et des matières résiduelles, la restauration de sites, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

La Société est constituée au Québec et elle est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. Son siège social est situé au 360, rue Saint-Jacques, bureau 1500, Montréal (Québec) H2Y 1P5, Canada.

L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les états financiers T2 2020 ci-joints de la Société sont la responsabilité de la direction et ont été préparés par celle-ci. Les états financiers T2 2020 ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 6 août 2020.

### 2. Base d'établissement

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire*, et au moyen des mêmes méthodes comptables que celles décrites à la note 2 des notes annexes aux états financiers consolidés 2019, à l'exception de ce qui est décrit ci-après.

L'application des principales méthodes comptables de la Société exige que la direction exerce son jugement et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs. Les estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents. Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. L'évaluation de certains actifs et passifs au cours de la préparation des états financiers T2 2020 tient compte d'hypothèses importantes formulées par la direction, lesquelles ont été énoncées à la note 3 des notes annexes aux états financiers consolidés 2019, mis à part celles énoncées à la note 3 ci-après.

Les états financiers T2 2020 ne comprennent pas toute l'information requise pour les états financiers annuels et devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2019 de la Société.

### Adoption de nouvelles normes et modifications comptables

Le 1<sup>er</sup> janvier 2020, la Société a adopté les nouvelles modifications suivantes :

- Modification aux dispositions en matière de comptabilité de couverture – Réforme des TIO et son incidence sur l'information financière (Phase 1);
- Modifications des références au Cadre conceptuel dans les normes IFRS;
- Définition d'une entreprise (modifications d'IFRS 3);
- Définition du terme « significatif » (modifications d'IAS 1 et IAS 8).

La Société a terminé l'évaluation de l'incidence de ces modifications et a établi que l'adoption de celles-ci n'a aucune incidence importante sur ses états financiers T2 2020.

## 3. Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations

### Mesures mises en place dans le contexte de la COVID-19

En mars 2020, l'éclosion de la COVID-19 a été déclarée comme une pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé. La situation ne cesse d'évoluer et les mesures mises en place ont eu de nombreuses répercussions économiques à l'échelle mondiale et nationale. L'adoption de ces mesures, dont celles visant l'interdiction de voyage, le confinement ou la quarantaine, volontaire ou obligatoire, et la distanciation sociale, a causé d'importantes perturbations aux États-Unis et au Canada, pays dans lesquels la Société mène ses activités.

LOGISTEC a déployé son plan de continuité des activités considérées comme des services essentiels par les autorités gouvernementales du Canada et des États-Unis. Les activités liées aux services maritimes de la Société sont notamment désignées comme des services essentiels et, par conséquent, nous poursuivons nos activités dans les terminaux de notre réseau en Amérique du Nord. De plus, la fabrication de boyaux tissés, est maintenue puisqu'elle est considérée comme un service essentiel, aux fins d'approvisionnement des collectivités en eau potable et de lutte contre les feux de forêt.

Sur le plan des services environnementaux, nous devons composer, comme c'est le cas chaque année, avec le caractère saisonnier de nos activités, dont la plupart ne peuvent pas être exercées au cours de l'hiver, y compris celles visant la restauration de sites et la réhabilitation des conduites d'eau. La pandémie de COVID-19 a néanmoins eu des répercussions sur ces activités, entraînant des retards importants dans le cadre de nos projets. Depuis la fin de mai 2020, nous avons repris la totalité de nos activités dans ce secteur et nous les menons dans le respect de protocoles de distanciation et d'hygiène très rigoureux.

À la lumière des mesures prises dans le contexte de la COVID-19, la direction a réévalué ses jugements, estimations et hypothèses, décrits plus amplement dans les états financiers consolidés de 2019, quant aux valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne sont pas facilement disponibles d'autres sources. Au 27 juin 2020, la direction n'avait repéré aucun événement déclencheur pouvant entraîner la dépréciation des actifs à long terme, y compris le goodwill, accroître la provision pour créances douteuses au titre des créances clients ou restreindre la capacité de la Société à prélever des montants sur ses facilités de crédit.

## NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T2 2020

Au 27 juin 2020 et au 29 juin 2019, et pour les trimestres et les semestres clos à ces dates  
(en milliers de dollars canadiens)  
(non auditées)

### 4. Caractère saisonnier des activités

Les services maritimes sont influencés par les conditions climatiques et ont donc un caractère saisonnier. Durant l'hiver, la Voie maritime du Saint-Laurent est fermée. Il n'y a pas d'activité sur les Grands Lacs, les activités sur le fleuve Saint-Laurent sont réduites et il n'y a pas d'activité de transport vers l'Arctique en raison de l'état des glaces.

Les services environnementaux sont également influencés par les conditions climatiques. La majorité des services spécialisés offerts supposent l'excavation des sols, ce qui s'avère plus difficile en hiver.

Historiquement, le premier trimestre et, à un degré moindre, le deuxième trimestre ont toujours eu un niveau d'activité plus bas et ont obtenu des résultats plus faibles que les autres trimestres. Les troisième et quatrième trimestres sont habituellement les plus actifs.

### 5. Regroupements d'entreprises

Le 26 juin 2020, dans le cadre d'une acquisition d'actifs, Gulf Stream Marine, Inc. (« GSM ») a fait l'acquisition du terminal Care au port de Houston, au Texas, et s'est engagée à acheter un terminal supplémentaire au port de Pascagoula, au Mississippi, pour un prix d'achat total de 12 033 \$ US (16 457 \$ CA), sous réserve de certains ajustements. L'acquisition du deuxième terminal a été conclue le 15 juillet 2020.

Ces deux terminaux maritimes situés stratégiquement s'inscrivent de façon complémentaire dans le réseau toujours grandissant de LOGISTEC sur la côte américaine du golfe du Mexique, qui compte notamment 12 terminaux dans cette région. Le prix d'achat a été établi sur une base préliminaire et sera fixé définitivement dès que la Société aura obtenu tous les renseignements nécessaires. Au 27 juin 2020, nous en étions à évaluer les immobilisations corporelles, les contrats de location de même que les immobilisations incorporelles.

	\$
Actif courant	1 212
Immobilisations corporelles	8 965
Goodwill (déductible à des fins fiscales)	6 330
Passif courant	(50)
Contrepartie de l'achat en trésorerie	16 457

Les coûts de transition liés à l'acquisition des actifs précités, inclus dans le poste autres charges, s'élevaient à 88 \$.

### 6. Aide gouvernementale

Au 27 juin 2020, la Société était d'avis qu'elle remplissait les conditions d'admissibilité à la Subvention salariale d'urgence du Canada et que l'obtention de cette subvention accordée par le gouvernement fédéral canadien dans le cadre de la pandémie de COVID-19 était raisonnablement assurée. La Société a comptabilisé une subvention salariale de 10 960 \$ à l'endroit de la charge salariale applicable au titre de la subvention dans la charge au titre des avantages du personnel des états consolidés intermédiaires résumés des résultats pour les trimestres et semestres clos le 27 juin 2020.

## NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T2 2020

Au 27 juin 2020 et au 29 juin 2019, et pour les trimestres et les semestres clos à ces dates  
(en milliers de dollars canadiens)  
(non auditées)

### 7. Gestion du risque financier

#### Gestion du capital

La Société mesure le ratio dette nette/capitalisation sur une base trimestrielle. Au 27 juin 2020, le ratio se présentait comme suit :

	Au 27 juin 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Dette à long terme, incluant la tranche courante	182 075	177 900
Total de la dette	182 075	177 900
Moins :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 449	22 608
Total de la dette nette	163 626	155 292
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	278 045	280 371
Capitalisation	441 671	435 663
Ratio de dette nette/capitalisation	37,0 %	35,6 %

Au 27 juin 2020, la Société satisfaisait à toutes ses obligations au titre des modalités de ses ententes bancaires.

#### Gestion du risque financier

En raison de la nature de ses activités et du fait qu'elle détient des instruments financiers, la Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, plus particulièrement en ce qui concerne le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

##### RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. La Société effectue une évaluation complète des questions liées au crédit avant de s'engager à faire un placement et surveille activement, et de manière continue, la santé financière des entités émettrices. De plus, la Société est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. D'une part, la Société fait principalement affaire avec d'importants clients industriels, municipaux et bien établis, ce qui réduit le risque de crédit. D'autre part, le nombre de clients servis par la Société est limité, ce qui augmente le risque de concentration d'affaires et de dépendance économique. Au total, la Société sert environ 2 200 clients. Pour le semestre clos le 27 juin 2020, les 20 clients les plus importants représentaient 40,6 % (38,5 % en 2019) des produits consolidés.

#### Juste valeur des instruments financiers

Au 27 juin 2020 et au 31 décembre 2019, les justes valeurs estimatives de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des dettes fournisseurs et autres créditeurs et des dividendes à payer se rapprochaient de leur valeur comptable respective en raison de leur nature à court terme.

La juste valeur estimative des effets à recevoir à long terme, inclus dans les actifs financiers non courants, n'était pas considérablement différente de la valeur comptable au 27 juin 2020 et au 31 décembre 2019, selon le taux estimé par la Société pour les effets à recevoir à long terme ayant des termes et conditions similaires.

## NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T2 2020

Au 27 juin 2020 et au 29 juin 2019, et pour les trimestres et les semestres clos à ces dates  
(en milliers de dollars canadiens)  
(non auditées)

La juste valeur estimative de la dette à long terme était supérieure de 3 950 \$ à sa valeur comptable au 27 juin 2020 (supérieure de 921 \$ à celle au 31 décembre 2019) en raison d'une modification aux conditions de financement d'instruments similaires dont peut se prévaloir la Société. La juste valeur de la dette à long terme est déterminée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs et des estimations de la direction quant aux taux d'intérêt pour des émissions identiques ou similaires.

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché lorsque de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie duquel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Outre le risque de crédit de l'instrument financier, le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de contrepartie ont été pris en compte dans la détermination de la juste valeur des passifs financiers, y compris les instruments dérivés.

La Société utilise une hiérarchie des justes valeurs selon trois niveaux qui reflètent l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations de juste valeur. La juste valeur des instruments financiers classés selon ces trois niveaux est évaluée de la manière suivante :

- Niveau 1 : évaluation fondée sur les cours du marché (non ajustés) observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs; à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs; à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué; et à des données qui sont tirées principalement de données observables sur le marché ou qui sont corroborées par ces dernières par corrélation ou tout autre lien;
- Niveau 3 : techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Pour la période close le 27 juin 2020, aucun instrument financier n'a été comptabilisé à sa juste valeur et n'a été transféré entre les niveaux 1, 2 et 3.

### Analyse de sensibilité

Au 27 juin 2020, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation de 10,0 % du seuil de performance financière préétabli à l'égard des entreprises acquises comprenant une option se serait traduite par une diminution des résultats non distribués de 2 923 \$ pour la période close le 27 juin 2020 et par une augmentation du total du passif du même montant. Une diminution de 10,0 % du seuil de performance financière préétabli aurait eu l'incidence contraire prévue.

## 8. Capital social

Depuis le début de l'exercice, en vertu du programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités de la Société, 4 700 (6 500 en 2019) actions de catégorie A et 22 600 (20 300 en 2019) actions de catégorie B ont été rachetées et annulées pour une contrepartie en trésorerie de respectivement 143 \$ (278 \$ en 2019) et 718 \$ (862 \$ en 2019). De ce montant, l'excédent sur le capital versé des actions rachetées, totalisant respectivement 140 \$ (274 \$ en 2019) et 563 \$ (739 \$ en 2019), a été imputé aux résultats non distribués.

## NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T2 2020

Au 27 juin 2020 et au 29 juin 2019, et pour les trimestres et les semestres clos à ces dates  
(en milliers de dollars canadiens)  
(non auditées)

Au 27 juin 2020, à la suite de l'émission de 24 300 actions de catégorie B (14 800 en 2019) en vertu du Régime d'achat d'actions pour les employés (« RAAE »), un solde de 169 400 actions de catégorie B n'avait pas encore été attribué en vertu du RAAE. Ces 24 300 actions de catégorie B (14 800 en 2019) ont été émises pour une contrepartie en trésorerie de 190 \$ (258 \$ en 2019) et pour des prêts ne portant pas intérêt d'un montant de 504 \$ (298 \$ en 2019), remboursables sur deux ans. La valeur comptable des prêts ne portant pas intérêt était de 659 \$ au 27 juin 2020 (328 \$ au 31 décembre 2019).

À la suite de la conclusion de l'entente de 2016 avec SANEXEN, LOGISTEC a émis, au 24 mars 2020, 148 568 actions de catégorie B à 33,02 \$ par action, réduisant le capital social devant être émis de 9 811 \$ au 31 décembre 2019 à 4 906 \$ au 27 juin 2020.

Au cours du deuxième trimestre clos le 27 juin 2020, 700 actions de catégorie A ont été converties en actions de catégorie B (zéro en 2019).

Les actions émises et en circulation sont réparties comme suit :

	Au 27 juin 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
7 378 222 actions de catégorie A (7 383 622 au 31 décembre 2019)	4 876	4 879
5 547 869 actions de catégorie B (5 396 901 au 31 décembre 2019)	40 787	35 343
	45 663	40 222

### Dividendes

Les dividendes déclarés par action se détaillent comme suit :

	Pour les semestres clos les 27 juin 2020 \$	29 juin 2019 \$
Actions de catégorie A	0,19	0,18
Actions de catégorie B	0,21	0,20

### Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction

La Société détient un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction au titre duquel 60 658 options visant à souscrire des actions de catégorie B de la Société ont été attribuées à certains membres de la haute direction. Le prix d'exercice des options est de 24,86 \$ et correspond à la moyenne des cours plafond et plancher sur une période de cinq jours, consécutifs ou non, précédant la date d'attribution. Les droits sur les options attribuées sont acquis sur une période de quatre ans au taux de 25 % par année à compter de la date d'attribution. La juste valeur des options a été estimée à 5,77 \$ à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation des options Black et Scholes et prend en compte les modalités au titre desquelles les options ont été attribuées. La durée contractuelle de chaque option attribuée est de sept ans. Il n'y a aucune possibilité de règlement en trésorerie. La Société comptabilise les options attribuées en vertu du Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction comme celles d'un régime réglé en instruments de capitaux propres.

## NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T2 2020

Au 27 juin 2020 et au 29 juin 2019, et pour les trimestres et les semestres clos à ces dates  
(en milliers de dollars canadiens)  
(non auditées)

### 9. Produits

Les produits se détaillent comme suit :

	Pour les		Pour les	
	trimestres clos les		semestres clos les	
	27 juin	29 juin	27 juin	29 juin
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Produits tirés des services de manutention de marchandises	81 401	94 486	171 141	183 623
Produits tirés des services de réhabilitation de conduites d'eau souterraines	20 495	37 341	22 960	42 196
Produits tirés des services de restauration des sites et des services de gestion de sols contaminés et des matières résiduelles	11 412	14 208	25 118	23 200
Produits tirés de la vente de biens	10 287	10 140	13 807	21 904
	123 595	156 175	233 026	270 923

### 10. Cumul des autres éléments du résultat global, après impôt

	Au	Au
	27 juin	29 juin
	2020	2019
	\$	\$
Pertes sur instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(8)	—
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger	16 853	11 374
Pertes latentes découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger	(4 271)	(1 219)
	12 574	10 155

### 11. Information sectorielle

La Société et ses filiales sont structurées et exercent principalement leurs activités dans deux secteurs à présenter, soit les services maritimes et les services environnementaux. Les méthodes comptables utilisées dans chacun des secteurs sont identiques à celles utilisées aux fins des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

La Société présente de l'information sur ses secteurs à présenter, fondée sur les mesures utilisées par la direction pour l'évaluation du rendement de ces secteurs à présenter. Pour évaluer la performance opérationnelle de ses secteurs, la Société se fonde sur le résultat avant impôt constaté pour chaque secteur.



## NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T2 2020

Au 27 juin 2020 et au 29 juin 2019, et pour les trimestres et les semestres clos à ces dates  
(en milliers de dollars canadiens)  
(non auditées)

Les tableaux suivants présentent les informations financières par secteurs d'exploitation et par secteurs géographiques :

### Secteurs d'exploitation

Le tableau suivant présente les informations financières par secteur d'exploitation :

	Services maritimes \$	Services environne- mentaux \$	Total \$
<b>Pour le trimestre clos le 27 juin 2020</b>			
Produits	81 437	42 158	123 595
Résultat avant impôt	5 558	473	6 031
<b>Pour le semestre clos le 27 juin 2020</b>			
Produits	171 778	61 248	233 026
Résultat avant impôt	11 951	(12 229)	(278)
<b>Au 27 juin 2020</b>			
Total de l'actif	493 502	263 351	756 853
Total du passif	344 671	133 243	477 914
<b>Pour le trimestre clos le 29 juin 2019</b>			
Produits	94 507	61 668	156 175
Résultat avant impôt	8 499	(287)	8 212
<b>Pour le semestre clos le 29 juin 2019</b>			
Produits	185 633	85 290	270 923
Résultat avant impôt	7 542	(11 548)	(4 006)
<b>Au 31 décembre 2019</b>			
Total de l'actif	463 823	270 915	734 738
Total du passif	323 674	130 050	453 724

### Secteurs géographiques

Les produits de la Société provenant des clients externes par pays d'origine et les informations sur ses actifs non courants selon leur emplacement sont détaillés ci-dessous :

	Canada \$	É.-U. \$	Total \$
<b>Produits</b>			
<b>Pour le trimestre clos le 27 juin 2020</b>	<b>59 223</b>	<b>64 372</b>	<b>123 595</b>
Pour le trimestre clos le 29 juin 2019	70 825	85 350	156 175
<b>Pour le semestre clos le 27 juin 2020</b>	<b>99 122</b>	<b>133 904</b>	<b>233 026</b>
Pour le semestre clos le 29 juin 2019	121 147	149 776	270 923
<b>Actifs non courants <sup>(1)</sup></b>			
<b>Au 27 juin 2020</b>	<b>273 938</b>	<b>261 843</b>	<b>535 781</b>
Au 31 décembre 2019	259 185	240 818	500 003

<sup>(1)</sup> Les actifs non courants excluent les actifs financiers non courants et les actifs d'impôt différé.

LOGISTEC Corporation  
360, rue Saint-Jacques  
Bureau 1500  
Montréal (QC) H2Y 1P5  
[www.logistec.com](http://www.logistec.com)

